



Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<http://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article513>

Appel aux citoyens, à leurs mouvements et associations, aux candidats à la Présidentielle, aux partis



Communiqués-Actualité-Soutiens - Communiqués -
Date de mise en ligne : vendredi 2 mars 2012

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

La campagne pour l'élection présidentielle donne l'occasion aux candidats et aux partis qui sollicitent les suffrages de promettre des lendemains meilleurs. L'Association s'adresse à tous pour rompre avec le système qui, depuis des décennies, de programmes non respectés en remises en cause de la souveraineté populaire, a enfoncé le pays dans la crise. Elle lance cet appel pour discuter avec tous des voies et des moyens de construire un vaste mouvement pour une Constituante souveraine.

À plusieurs reprises, dans la période récente, le peuple français a exprimé sa volonté et rappelé sa souveraineté, pilier de la République. Le 29 mai 2005, en votant NON au référendum, les Français ont ouvert une voie que les responsables des tendances politiques principales se sont empressés de fermer.

Un an plus tard, en faisant échec, dans la rue, au Contrat première embauche (CPE), les citoyens se sont de nouveau affirmés, obtenant même qu'une loi votée ne soit pas appliquée. En 2010, ils ont une nouvelle fois fortement manifesté face à la contre-réforme des retraites, mais sans être entendus.

Les élections devraient être un moment pour l'expression de cette volonté. Rien ne prouve que la Présidentielle puisse le permettre. Pour l'Association pour une Constituante, il revient à tous les citoyens d'affirmer le pouvoir qui est le leur et à tous les partis, mouvements et associations qui se réclament de la République et de la démocratie d'exprimer cette volonté. Pour faire face à la crise, doit s'engager une discussion libre et démocratique à la hauteur de l'énergie qui s'est manifestée dans la population. Car, sans lendemain, cette force risque de se perdre, soit dans un désespoir démobilisateur, soit dans des révoltes sporadiques sans avenir, soit dans des mouvements antirépublicains destructeurs des libertés.

Or, la nature de la Constitution actuelle, de ses applications autoritaires successives et de sa valeur incertaine dans le cadre des institutions européennes empêchent l'expression démocratique. Il faut imposer le respect des principes républicains, en particulier la séparation des pouvoirs et la lutte contre les inégalités sociales qui sapent la cohésion nationale. Il faut affirmer avec force l'exigence de voir ceux qui ont conduit au désastre actuel assumer leurs responsabilités et les conséquences de leurs choix au lieu de s'en remettre aux marchés ou aux institutions financières internationales.

Le débat démocratique et la façon de faire aboutir les aspirations populaires sont aujourd'hui la priorité. Si l'élection présidentielle est perçue comme un temps fort de la vie politique, force est de constater qu'elle se résume, en fait, à un débat entre des personnes censées détenir les réponses à tout. Elle gomme toute dynamique sociale et relègue au second plan la reconstruction de la citoyenneté. La souveraineté populaire, pourtant inscrite dans la Constitution, n'est alors plus qu'une apparence et l'élection aboutit à désigner la personne qui gèrera la vie publique dans le cadre des contraintes imposées par l'Union européenne, les États qui la composent et l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Face aux défis que pose un monde en profonde mutation, on ne saurait continuer de restreindre le pouvoir à une classe dirigeante de plus en plus minoritaire, de moins en moins légitime. Les mesures nécessaires ne pourront être prises que dans la préalable réaffirmation des règles qui doivent fonder une démocratie. Celle-ci impose l'élection au suffrage universel d'une Assemblée constituante qui, appuyée sur la volonté du peuple, permettra de refonder la communauté politique nationale sur des bases démocratiques. Selon les principes de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, elle disposera de l'autorité nécessaire pour tenir en respect les forces économiques et politiques opposées à la République et relancer la grande histoire du combat pour la liberté, l'égalité et la fraternité entamé en 1789. Ce combat, qui avait trouvé une expression renouvelée en 1944 dans le programme du Conseil

Appel aux citoyens, à leurs mouvements et associations, aux candidats à la Présidentielle, aux partis

National de la Résistance doit retrouver un nouveau souffle.

L'Association pour une Constituante s'adresse à vous pour discuter ensemble des voies et des moyens de constituer un vaste mouvement pour une Constituante souveraine et du contenu dont elle pourrait se saisir, sans attendre, dans l'intérêt du pays et de sa population.